

Pourquoi Éric Zemmour embarrasse-t-il autant la droite ?

3 novembre 2021, 20:22 CET

Emilien Houard-Vial

Doctorant en science politique, Centre d'études européennes (Sciences Po), Sciences Po



Façade du Zénith Métropole prise à Saint-Herblain, près de Nantes, le 30 octobre 2021, en amont de la venue du polémiste Zemmour en tournée promotionnelle pour la sortie de son dernier ouvrage.

Sébastien Salom-Gomis / AFP

Sur le papier, la droite partisane ne devrait pas avoir beaucoup de mal à prendre clairement position contre Éric Zemmour. Déjà condamné pour provocation à la discrimination raciale, ce dernier est en effet coutumier des déclarations qualifiées de racistes, islamophobes, homophobes, sexistes et révisionnistes, adepte et propagandiste de thèses réactionnaires sur la dévirilisation de la société ou le « grand-remplacement » d'un peuple français/européen/chrétien par un peuple « islamique » culturellement antagoniste.

L'historien Nicolas Lebourg a de son côté décrit le zemmourisme comme « un nationalisme obsédé par la décadence et qui, de là, applique un point de vue darwiniste », le plaçant indubitablement au sein de la sphère hétéroclite de l'extrême droite.

Si pendant longtemps, son statut de journaliste et d'essayiste pouvait justifier de ne pas se positionner clairement par rapport à lui, sa précampagne présidentielle inavouée et sa présence systématique dans les sondages électoraux, couplées à une exposition médiatique de grande ampleur, ont changé la donne.

Et si les louvoiements sont compréhensibles du côté du Rassemblement national (RN) dont la présidente avait proposé au polémiste une troisième place sur sa liste des dernières élections européennes, ils le sont moins pour une droite se disant elle-même « républicaine », née du « rassemblement des familles gaulliste, démocrate-chrétienne, libérale, radicale et sociale », et qui peine pour le moment à s'accorder sur la stratégie à adopter à son égard. Si certains cadres sont en effet favorables à la dénonciation franche des valeurs portées par le polémiste, d'autres préféreraient se montrer compréhensifs vis-à-vis des évolutions de la société française à même d'expliquer son succès, quand un troisième camp souhaiterait l'ignorer autant que possible pour éviter de se faire voler l'attention médiatique.

Par la voix de son président, Les Républicains (LR) n'ont certes pas manqué d'affirmer un net désaccord théorique avec Éric Zemmour, ne « partageant pas ses valeurs » et refusant sa participation au congrès du parti de décembre prochain. Celui-ci jugeait pourtant dans la foulée le journaliste « utile au débat », expliquant par ailleurs qu'il n'était « pas raciste » (notamment sur le plan personnel) et pas d'extrême droite.

En somme, c'est davantage sa posture « décliniste », clivante et catastrophiste que son idéologie propre qui le maintiendrait en marge de la droite. La question est donc de savoir ce qui peut expliquer de telles ambiguïtés et la difficulté de cette famille politique à expliciter les limites de sa tolérance idéologique.

Zemmour et la droite, un compagnonnage lourd de conséquences ?

Il serait assez facile d'expliquer cet embarras par les liens personnels qui unissent Éric Zemmour à un certain nombre de barons de la droite, à l'instar de Laurent Wauquiez, qui l'accueillait en janvier 2019 au siège des Républicains où il venait présenter son nouveau livre par un « Vous êtes ici chez vous ! ».

Le polémiste affirmait lui-même face à Christian Jacob avoir été adhérent du RPR, tandis que sa proche conseillère Sarah Knafo a fait partie de l'UMP. De même, il n'est pas difficile de trouver des articles de la presse locale sur des adhérents LR, jeunes ou moins jeunes, soutenant sa candidature.

Plusieurs centaines d'adhérents et de curieux étaient d'ailleurs venus l'écouter au QG du parti, du jamais vu pour un évènement du genre ces dernières années – ses succès d'édition tendant à confirmer l'existant d'une audience importante et donc difficile à ignorer du côté de la droite radicale.

Président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, lors du « Sommet de l'élevage » à Cournon d'Auvergne le 7 octobre 2021. Thierry Zoccolan/AFP

Enfin, Éric Zemmour a aussi tissé de nombreux liens de sympathie avec le milieu intellectuel et militant dans lequel s'inscrivent Les Républicains, le président de l'UNI (syndicat étudiant de droite) Olivier Vial étant par exemple parmi d'autres à l'initiative d'une pétition victorieuse contre son licenciement du *Figaro* suite aux propos qui lui ont valu d'être condamné par la justice en 2011. Le lendemain de sa condamnation, l'essayiste s'était d'ailleurs exprimé devant un groupe d'élus UMP l'ayant chaudement applaudi.

Pour autant, très peu d'élus, même de second plan, sont a priori susceptibles de s'embarquer dans l'aventure Zemmour, et il demeure douteux qu'un parti aussi avide de reconquête électorale en son nom propre puisse accepter de compromettre ses chances pour conserver la cordialité des petits-déjeuners privés. L'explication est-elle donc à chercher du côté du succès (pré)électoral du journaliste ?

Une frange un peu plus populaire de la droite

Les enquêtes sondagières menées à ce sujet montrent en effet qu'environ 25 % de l'électorat potentiel d'Éric Zemmour était composé début octobre de personnes ayant voté pour François Fillon en 2017. Le polémiste semblait attirer à lui des électeurs de droite qui se seraient autrement en partie tournés vers Marine Le Pen. Son orientation économiquement libérale et surtout identitaire sur les questions d'immigration et de multiculturalisme attirerait une frange un peu plus populaire, un peu moins diplômée et plus familière des difficultés économiques de l'électorat de la droite, déjà largement tentée par l'extrême droite et que la droite essaye désespérément de reconquérir depuis cinq ans.

Un défi de taille donc, alors que Xavier Bertrand, candidat pour l'instant le mieux placé chez LR, peine à récupérer plus de la moitié des électeurs Fillon, les déçus de la droite se répartissant à parts égales entre le centre et l'extrême droite.

Est-ce pourtant une raison suffisante pour les cadres LR de retenir leurs coups, en vertu de la théorie selon laquelle il ne faut jamais trop frontalement attaquer les candidats soutenus par les électeurs que l'on convoite ? Les anciens électeurs fillonistes d'Éric Zemmour sont-ils principalement séduits par ses thèses souvent plus à droite encore que celles de Marine Le Pen, et avec lesquels la droite ne peut décemment prétendre rivaliser ? On sait pourtant que les discours radicaux des Républicains sur l'immigration, la sécurité ou la laïcité, n'ont pas sensiblement amélioré leurs chances de victoire durant ces cinq dernières années. Et si on considère que ces électeurs pourraient aussi, voire même principalement, exprimer à travers leur intention de vote radicale une forme de sanction par rapport à leur famille politique originelle jusqu'à présent incapable de représenter une alternative politique crédible à Emmanuel Macron, alors la question n'est peut-être pas tant ce que le parti peut gagner, mais ce qu'il peut perdre à s'opposer plus frontalement à l'offre idéologique zemmourienne.

Les Républicains au défi de la cohérence

En l'occurrence, il s'agit de se demander si Les Républicains possèdent encore aujourd'hui la capacité rhétorique de dénoncer les discours d'extrême droite pour ce qu'ils sont réellement. Bien évidemment, il ne s'agit pas de dire que les dirigeants du parti en seraient physiquement incapables – sporadiquement et à titre individuel, certains ont même pu réactiver le discours du « poison de l'extrémisme » cher au Jacques Chirac des dernières années. Mais le problème réside dans le crédit implicite ou explicite donné à la parole d'Éric Zemmour ces dernières années.

Des exemples de gages publics de sympathie, ou a minima d'intérêt pour le personnage ont déjà été évoqués plus haut, en se rappelant qu'il peut être clairement assimilé à l'extrême droite réactionnaire depuis au moins une dizaine d'années. Néanmoins, au contraire d'autres intellectuels ou politiciens, il a réalisé la plupart de sa carrière dans des institutions médiatiques mainstream qui lui ont permis de conserver l'étiquetage politique honorable de la droite conservatrice quand bien même ses idées ont fini par s'affirmer comme autres.

En tant que parti peu porté sur le travail idéologique et cherchant à capter le maximum de voix possible, l'UMP devenue Les Républicains a entretenu pendant longtemps une proximité ambiguë avec le polémiste, cherchant à bénéficier de son prestige intellectuel patiemment entretenu auprès d'un public de niche, et de la sympathie qu'il suscitait chez les électeurs nationalistes, tout en le valorisant officiellement en tant que contributeur au débat public qu'on peut écouter sans partager les positions.

En d'autres termes, Les Républicains, parmi bien d'autres acteurs politiques et médiatiques, ont contribué à légitimer et à renforcer Éric Zemmour, de manière vraisemblablement involontaire, en tout cas pas pour ce qui concerne ses ambitions électorales. Même s'il est difficile de le mesurer, il est assez certain que ce dernier jouit d'une grande popularité chez les sympathisants de droite, qui n'ont pendant longtemps pas vu d'incohérence à soutenir à la fois les élus LR et l'écrivain Zemmour, puisque le second était reconnu par les premiers.

Le piège de la droitisation

Et si ceux-ci ont rarement assumé de faire leurs les analyses d'Éric Zemmour – plus facilement celles d'Alain Finkielkraut, philosophe et essayiste critique de la modernité, ou de Mathieu Bock-Côté, sociologue et éditorialiste québécois contempteur du multiculturalisme et du « politiquement correct » – ils sont lancés plus généralement depuis au moins une quinzaine d'années dans une course à la radicalité politique devenue une forme de norme idéologique à droite.

La thématique de la lutte contre le politiquement correct et pour une droite « décomplexée » et « vraiment de droite » est devenue particulièrement populaire avec la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy de 2007, puis sa défaite de 2012, endossée notamment par Jean-François Copé puis Laurent Wauquiez comme présidents du parti. J'évoque ce point dans une communication encore non publiée, « La droite contre-attaque. Le discours contre-hégémonique au sein de l'UMP et des Républicains (2002-2020) », présentée aux Journées internes du CEE à Sciences Po, Paris en juin 2020.

La question de la « droitisation », véritable serpent de mer médiatique, décrit ainsi avant tout un ensemble de choix discursifs rompant avec l'idée de nuance, assimilée à la mollesse, à la naïveté et à la compromission, avec des termes comme « ensauvagement » ou des slogans comme « Pour que la France reste la France » se rapprochant de facto du vocabulaire de l'extrême droite.

La peur d'adhérer aux thèses de l'autre camp

Cette stigmatisation d'une posture modérée présentée comme responsable des difficultés électorales de la droite rend malaisée la dénonciation de l'extrémisme précisément parce que la radicalité – notion proche s'il en est – a été érigée comme norme de bon comportement électoral à laquelle ont progressivement adhéré les sympathisants LR. Ceux-là même qu'Éric Zemmour et d'autres estiment avoir été trahis dans leurs convictions traditionnellement radicales par les élites partisans libérales.

Traiter Éric Zemmour ou même Marine Le Pen comme des ennemis des principes républicains – rhétorique qu'il serait assez commode de mobiliser pour la droite afin de contenir leurs prétentions électorales – c'est donc moins risquer de contrarier les électeurs des autres que les siens, c'est-à-dire des électeurs de droite fidèles ou déçus qui n'ont pendant longtemps pas eu l'impression d'adhérer à des thèses condamnables, puisque rarement condamnés par leur camp.

C'est également devoir employer des anathèmes comme ceux du racisme ou de l'islamophobie qu'on a souvent décrit comme des outils de la gauche ou d'un progressisme destructeur de la civilisation, donc du camp adverse. En somme, la droitisation pourrait bien être un processus irréversible à moyen terme, et donc un piège que la droite s'est tendue à elle-même, condamnée à clarifier sa position quitte à se priver de ses éléments les plus radicaux, ou à rester dans le flou quitte à s'aliéner ses éléments les plus modérés, faute d'avoir su poser des limites plus tôt.

L'auteur effectue sa thèse sous la direction de Florence Haegel.